Le FMI encourage le Burundi à assainir la situation budgétaire

FMI, 24 juin 2013
 Déclaration à la fin de la mission du FMI au Burundi
 Communiqué de presse n° 13/226
 Une mission du Fonds monétaire international (FMI) dirigée par M. Oral William a séjourné à Bujumbura du 10 au 21 juin 2013, afin de mener les discussions relatives à la 3^e revue du programme économique et financier soutenu par le FMI au titre de l'accord de la Facilité d'élargie de crédit (FEC). La mission a rencontré Son Excellence le Président Pierre Nkurunziza, deuxième Vice-Président, M. Gervais Rufyikiri, le Président du Sénat, M. Gabriel Ntsizerana, le Ministre des Finances, M. Tabu Manirakiza, le Gouverneur de la Banque centrale, M. Jean Ciza, ainsi que d'autres hauts cadres. La mission a également eu des échanges constructifs avec des représentants du secteur privé, de la société civile, des bailleurs de fonds et des membres du Parlement.

À la fin de la mission, M. Oral William a fait la déclaration suivante à Bujumbura : « L'économie Burundaise a connu un atterrissage en douceur après une série de chocs négatifs qui ont une incidence négative sur l'activité économique. Après avoir culminé à 25% en mars 2012, l'inflation globale a diminué pour stabiliser une inflation à un chiffre (en mai 2013). L'appui budgétaire en baisse et l'insuffisance de recettes ont limité la capacité du gouvernement à maintenir les niveaux de ses dépenses. La croissance économique pourrait atteindre 4,5% en 2013, soutenue par de bonnes récoltes et des projets d'infrastructures de qualité. Malgré les incertitudes de l'environnement extérieur, notamment en raison d'une croissance plus faible des partenaires commerciaux, la baisse des prix des denrées alimentaires et des produits pétroliers sont susceptibles d'améliorer les perspectives en matière d'inflation. »

« La mise en œuvre du programme riche en détails. Les coupes budgétaires nécessiteraient l'adoption des mesures correctives urgentes pour maintenir le programme sur la bonne voie. La mission a examiné les mesures compensatoires à inclure dans un budget révisé qui sera soumis au Parlement, tout en préservant les dépenses pro-pauvres. La mission a encouragé les autorités à assainir la situation budgétaire en accélérant ses efforts de mobilisation de recettes, en modifiant l'ordre de priorité de ses dépenses et en renforçant la gestion de la dette publique ainsi que la gestion financière. Il a également souligné l'importance d'accélérer la mise en œuvre des réformes structurelles. »

« La mission a trouvé un accord avec le gouvernement sur les actions visant à remédier les difficultés dans le but de permettre au Conseil d'administration du FMI d'examiner la troisième revue de l'accord FEC. La mission tient à remercier les autorités de leur chaleureuse hospitalité et leur coopération constructive. »